

Prix élevés et volatiles des denrées alimentaires : Soutien apporté aux agriculteurs et aux consommateurs

Lors de la crise alimentaire mondiale de 2007/2008, les prix des denrées alimentaires ont atteint des niveaux records et le nombre de personnes souffrant de la faim a dépassé le milliard pour la première fois de l'histoire. D'une manière générale, les prix des denrées alimentaires sont restés élevés et instables avec une seconde augmentation en 2010/2011.

L'impact de la hausse des prix a été fortement ressenti. Les consommateurs, les producteurs et les ouvriers les plus pauvres sont ceux qui en ont le plus souffert alors que les agriculteurs les mieux lotis ont pu profiter de la situation en accroissant la production. Cependant, la volatilité des prix des denrées alimentaires, c'est-à-dire les fluctuations importantes et difficiles à prévoir des prix, touchent presque tout le monde.

De nombreux facteurs interviennent dans la hausse des prix : le changement climatique, l'augmentation de la demande par les pays composant le BRICⁱ, les prix élevés des carburants et la forte croissance de la demande en biocarburants. En ce qui concerne la volatilité élevée, les récoltes imprévisibles, l'évolution des taux de change, les niveaux réduits de stocks de denrées alimentaires à l'échelle mondiale et la spéculation financièreⁱⁱ sont déterminants.

Le prix des denrées alimentaires est un élément d'une importance critique pour les populations et les économies africaines et fait partie des priorités pour les décideurs africains. Le cadre stratégique de sécurité alimentaire pour l'Afrique (FAC)ⁱⁱⁱ du programme détaillé du développement de l'agriculture africaine (*Comprehensive African Agriculture Development*

Programme ou CAADP) soutient les actions visant à relever les défis que représente la sécurité alimentaire et auxquels sont confrontés les acteurs sur tout le continent : la chaîne alimentaire inappropriée, la famine et la malnutrition répandues et persistantes et la gestion inadaptée des crises alimentaires. Afin de résoudre ces problèmes liés aux prix élevés et volatiles des denrées alimentaires, une approche à plusieurs volets est nécessaire incluant des actions visant à éviter et à atténuer les conséquences des crises.

Le présent document d'orientation s'appuie sur les études les plus récentes menées par

Future Agricultures et pose plusieurs questions :

- Quelles sont les principales causes des prix élevés et volatiles des denrées alimentaires ?
- Quel est l'impact de la flambée des prix des denrées alimentaires pour les ménages des zones rurales et leurs budgets ?
- Que peuvent faire les décideurs pour éviter et atténuer les conséquences des hausses des prix des denrées alimentaires ?

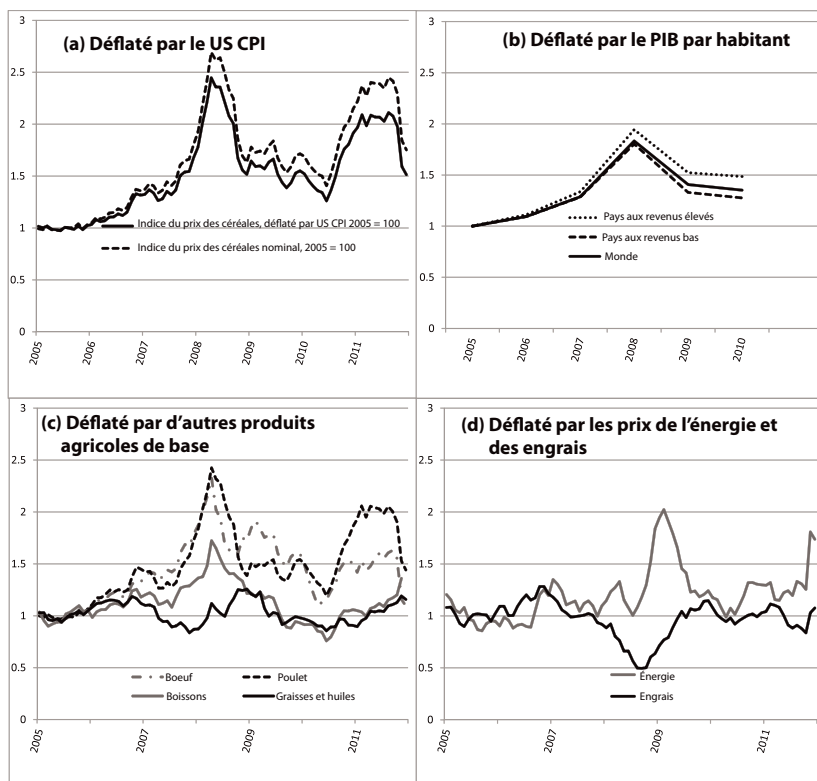


Figure 1 : Indice mondial des prix des céréales en fonction des différentes mesures de l'inflation 2005 -2011^{vi}

Quelle a été l'évolution des prix des denrées alimentaires et qui en a souffert ? ^{iv}

En 2007-2008, les prix des denrées alimentaires à l'échelle mondiale ont atteint des niveaux records subissant une hausse de 80% en 18 mois.

Suite à cette augmentation, les prix sont retombés. Cependant, depuis 2009, le coût des denrées alimentaires a à nouveau augmenté progressivement sur les marchés mondiaux pour atteindre des niveaux records en 2011.

Au cours de ces cinq dernières années, l'indice des prix des denrées alimentaires de la FAO a augmenté de 92%, et de nombreux observateurs prévoient une augmentation continue des prix, menaçant ainsi la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes^v.

Au départ, certains pensaient que les agriculteurs profitaient des prix élevés en soutenant que les déficits alimentaires sont relativement réduits pour de nombreux ménages d'agriculteurs et les coûts accrus liés aux achats de denrées alimentaires peuvent être compensés par les avantages en termes de salaires supérieurs car les prix élevés augmentent la production, les revenus et les dépenses locales par les producteurs excédentaires. Cependant, de nombreux agriculteurs pauvres sont également des consommateurs nets et souffrent ainsi des prix élevés des denrées alimentaires.

Afin d'évaluer l'impact des prix il faut étudier les rôles fondamentaux des prix des denrées alimentaires et du développement de l'agriculture sur les processus plus larges de développement et de réduction de la pauvreté. Qu'entend-on exactement par prix élevés des denrées alimentaires et quelles sont les

conséquences sur les consommateurs et sur les distributeurs ?

L'évolution des prix des denrées alimentaires qui touche les consommateurs et les producteurs doit être comparée aux prix des autres produits de consommation, aux revenus, aux prix des autres produits agricoles ainsi qu'aux prix des intrants agricoles. Les prix mondiaux des céréales déflatés par l'indice américain à la consommation (qui compare les prix des céréales aux autres biens et services) indiquent une augmentation à partir de 2005 avec des pics en 2008 et en 2010-2011 (Figure 1 (a)). Le prix des céréales déflaté par le PIB par habitant ne fait ressortir que le pic de 2008 (puisque les chiffres sur le PIB de 2011 ne sont pas encore disponibles) (b). Les prix mondiaux des céréales, déflatés par les prix des autres marchandises pouvant être produites par les agriculteurs indiquent un modèle beaucoup plus mitigé (c). Le prix des céréales déflaté par le prix du carburant souligne deux pics décalés dans le temps mais après déflation par le prix des engrais, il indique une chute considérable en 2008 en raison de la flambée des prix des engrais (d).

Il existe des différences entre pays quant à la manière dont l'augmentation mondiale des prix des denrées alimentaires se répercute sur les prix nationaux, en fonction de l'accès aux marchés, des préférences en matière d'aliments de base, de la capacité à mettre en application des politiques, et de la macroéconomie. Cela signifie que la vulnérabilité diffère d'un pays à un autre face aux augmentations mondiales des prix des denrées alimentaires et chaque pays doit mettre en place ses propres politiques de sécurité alimentaire.

Les facteurs de l'évolution des prix des denrées alimentaires

On peut expliquer l'évolution récente des prix des denrées alimentaires par une série de trois raisons^{vii}:

1. La volatilité inhérente des prix agricoles en raison des facteurs liés à la demande. Les consommateurs dans les pays pauvres ont une demande inélastique en matière d'alimentation et ils subissent de plein fouet les augmentations des prix. La demande accrue en biocarburants soutenue par les politiques nord-américaines et européennes ; les politiques commerciales ; les interdictions d'exporter imposées par les pays producteurs pour protéger les consommateurs ; l'évolution des stocks mondiaux et nationaux ; et la spéculation sur le marché mondial des denrées alimentaires^{viii}.

2. Les cycles d'investissements agricoles : les niveaux réduits d'investissements agricoles et le soutien public limité, y compris l'aide destinée à l'agriculture et à la recherche agricole à partir des années 80 ont inversé les tendances à long terme d'amélioration de la productivité agricole. Les niveaux d'investissement ont commencé à augmenter au cours des années 2000.

3. Les problèmes structurels liés aux coûts environnementaux de l'agriculture industrielle : la pollution, l'épuisement des nappes phréatiques et la perte de la bio-diversité, ainsi que les effets imprévisibles et variables du changement climatique limitent la production agricole. Il faut également faire face aux exigences potentiellement illimitées imposées aux ressources agricoles en raison de l'accroissement de la population et à la demande imposée au secteur énergétique.



©FAO/Giulio Napolitano

Pour les familles pauvres, lorsque les prix des denrées alimentaires augmentent brusquement, leur argent leur permet d'acheter moins de produits

Quels sont les impacts de l'évolution des prix des denrées alimentaires sur les populations rurales ? ix

La plupart des agriculteurs pauvres sont à la fois producteurs et consommateurs de denrées alimentaires. Pour les consommateurs, les prix plus élevés ont des effets directement négatifs sur la consommation et les revenus avec des effets négatifs indirects sur l'économie locale. Lorsque le nombre des agriculteurs moins pauvres est élevé, avec des producteurs excédentaires ayant un certain accès au capital pour investir et/ou employer davantage de personnel afin d'accroître la productivité en réponse aux prix supérieurs des denrées alimentaires, les prix élevés peuvent permettre d'augmenter les revenus et cela devrait permettre une progression généralisée des populations rurales (par exemple grâce à une augmentation du nombre d'emplois). Ce n'est pas le cas, en revanche, dans les régions rurales pauvres comportant un nombre élevé de producteurs déficitaires ayant un accès limité au capital.

Les caractéristiques d'une économie pouvant avoir un impact positif ou négatif sur les revenus

et la pauvreté face aux chocs des prix des denrées alimentaires extérieures sont illustrées sur la figure 2. Les impacts positifs ou négatifs sont multipliés par les fortes interactions au sein de l'économie et la transmission puissante des effets des prix en provenance des marchés extérieurs.

Les impacts des prix élevés des denrées alimentaires sur les revenus réels et le bien-être varient donc d'un pays à un autre en fonction des caractéristiques des producteurs et des consommateurs, et de la structure de l'économie. Il est cependant évident que :

- La volatilité des prix des denrées alimentaires réduit les avantages des prix élevés pour les producteurs excédentaires et n'offre aucun avantage pour les producteurs déficitaires ou les consommateurs.
- L'accès amélioré du producteur au crédit saisonnier devrait améliorer les avantages liés aux prix élevés pour les producteurs et l'économie rurale.
- La répartition plus juste des terres et des revenus réduira probablement les effets

Impacts positifs des prix élevés des denrées alimentaires : revenus réels accrus et pauvreté réduite		Impacts négatifs des prix élevés des denrées alimentaires : revenus réels accrus et pauvreté réduite
Plus d'accès au capital	↔	Moins d'accès au capital
Plus de producteurs excédentaires	↔	Plus de producteurs déficitaires
Plus de consommateurs mieux lotis	↔	Consommateurs plus pauvres
Économie plus riche	↔	Économie moins riche
Chute des prix des intrants (par exemple, les engrais)	↔	Augmentation des prix des intrants (par exemple les engrais)
Volatilité réduite des prix	↔	Volatilité élevée des prix

Figure 2 : Facteurs modifiant l'impact de l'augmentation des prix des denrées alimentaires sur les revenus, la pauvreté et le bien-être

négatifs et soutiendra les effets positifs des prix élevés des denrées alimentaires.

Les pays les plus vulnérables aux flambées mondiales des prix

En cas de flambée des prix des céréales sur les marchés internationaux, quels pays sont les plus à risque de souffrir davantage de la faim ? Une évaluation de la vulnérabilité réalisée par l'ODI a employé trois critères essentiels pour prévoir ces risques^x :

Quels sont les conséquences des hausses des prix des denrées alimentaires sur les populations pauvres ?

Les populations pauvres consacrent jusqu'à 80% des revenus des ménages à l'alimentation. Une étude de huit communautés dans toute la région sud de l'Afrique indique les différents impacts des hausses des prix. Contrairement à 2008, les prix des denrées alimentaires en 2011 n'ont pas augmenté partout. En Zambie, le prix du maïs a baissé en 2010 mais au Kenya et ailleurs, les prix ont augmenté. Les prix des autres denrées alimentaires (viande, poisson, lentilles, légumes et huile) et les produits indispensables liés à ces denrées (le carburant pour la cuisson, le transport, la location et les engrais) ont tous augmenté.

« Vous allez au magasin pour acheter quelque chose avec le même argent que le jour d'avant et on vous dit que les prix ont augmenté. Par exemple, vous avez acheté de la farine de maïs le jour d'avant à 68 KSh (0,81\$) et vous découvrez qu'elle coûte à présent 72 KSh (0,85\$) ». Des femmes de Lango Baya, Kenya

Les grands perdants : les consommateurs qui sont déjà dans la misère avec des bas salaires et des emplois non réglementés voient leur situation empirer. Certains groupes, par exemple les producteurs de produits de base et les employés du secteur de l'exportation, ont tiré profit de la récupération mondiale mais les salaires n'ont pas suivi les prix des aliments. Les petits agriculteurs et les petits distributeurs n'ont pas prospéré malgré les prix élevés des denrées alimentaires. Le prix élevé des intrants et la réduction du pouvoir d'achat des populations maintiennent bas les profits liés à la culture et à la vente de produits alimentaires pour ceux qui ne disposent pas de la possibilité de se diversifier ou qui sont soumis à des risques.

« Les populations n'ont plus le choix face à l'augmentation des prix des denrées alimentaires : il faut travailler dur et gagner plus d'argent ». Un habitant de Chikwanda.

Les filets de sécurité du gouvernement ont apporté une certaine aide mais n'ont généralement pas permis de protéger les populations des conséquences de l'augmentation des prix. Certaines personnes mangent moins et ont faim, de nombreuses autres consomment des aliments moins chers, moins demandés et de qualité inférieure et adoptent un régime moins varié.

Les femmes sont contraintes de préparer des repas de qualité avec moins d'ingrédients et entrent en compétition pour travailler sur le marché très compétitif du travail non réglementé. Résultat général : une augmentation des niveaux de mécontentement et des gouvernements tenus responsables de ne pas avoir protégé efficacement les populations des flambées des prix.

Hossain and Green (2011)^{xiii}

- La famine : le pays doit déjà comporter des niveaux élevés de famine (15% ou plus de sa population).^{xi}
- Les céréales constituent la plupart des aliments de base consommés. Les pays dans lesquels les racines et les tubercules sont importantes (40% ou plus des aliments de base consommés) sont exclus.
- La dépendance envers les céréales importées: les pays qui importent habituellement 40% ou plus des céréales consommées sont classés comme étant « très exposés » à une hausse des prix ; ils sont « exposés » si 25 à 40% sont importées.

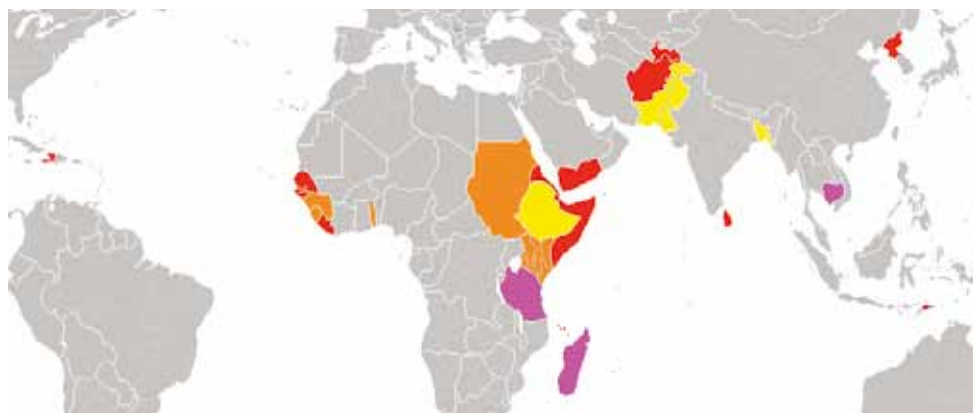
Les pays très exposés et les pays exposés sont principalement des États fragiles, souvent récemment sortis de conflits. Trois groupes se distinguent : la Corne de l'Afrique et l'Afrique de l'est, la côte ouest de l'Afrique de l'ouest, et l'Asie centrale du sud.

Que peuvent faire les décideurs pour faire face à la volatilité des prix ?^{xii}

Tous les pays doivent adopter une stratégie nationale complète de sécurité alimentaire pour assurer la flexibilité afin d'atténuer, de gérer et de faire face aux chocs et aux contraintes, y compris la volatilité des prix. Le cadre stratégique de sécurité alimentaire pour l'Afrique du CAADP offre des conseils pour la mise en place des stratégies nationales et leur coordination.

Différents instruments politiques sont disponibles afin de stabiliser les prix et de réduire l'impact de la volatilité des prix sur les prix et les revenus (Tableau 1). Les instruments de la catégorie A visent à améliorer le fonctionnement des marchés par le biais de meilleures infrastructures (transport, communications et stockage) et des institutions commerciales (niveaux de qualité et normes, systèmes de suivi des livraisons ou échanges de produits de base).

Les instruments de la catégorie B sont également liés au marché et visent à aider les



■ Très exposés aux prix du marché mondial
■ Exposés aux prix mondiaux

■ Exposés en cas d'exportations importantes
■ Vulnérables aux défaillances des marchés nationaux

producteurs et les distributeurs à gérer les risques et à réduire l'instabilité des prix (ex-ante) (B1) et à faire face aux chocs des prix et à stabiliser les revenus (ex-post) (B2). Les instruments de gestion des risques liés au marché comprennent : des instruments financiers (assurance météorologique, contrats à terme et options, et associations de crédit et d'épargne) (B1) ; et des investissements dans l'agriculture afin d'augmenter et de stabiliser la production alimentaire par le biais de la diversification et la flexibilité des systèmes alimentaires (y compris les prêts d'urgence) (B2).

Les instruments de la catégorie C consistent en des interventions du secteur public afin de réduire la volatilité des prix nationaux par le biais du commerce extérieur (taxes sur les importations et les exportations, quotas), les réserves alimentaires (stocks régulateurs ou réserves d'urgence) et les systèmes de tranches de prix (prix plancher ou plafond). Les stocks régulateurs, des réserves physiques ou virtuelles nationales ou régionales, peuvent être utilisés pour stabiliser les prix des aliments mais leurs coûts sont élevés et ils peuvent manquer d'efficacité si les réserves s'échappent vers les pays voisins.

Les instruments de la catégorie D1 consistent en des politiques et programmes gouvernementaux visant à soutenir la chaîne alimentaire et la productivité des petits exploitants. Les outils tels que la fourniture d'intrants subventionnés (engrais et semences) peuvent permettre d'accroître la production nationale et d'atténuer la volatilité des prix lorsqu'une grande partie des petits agriculteurs sont des acheteurs nets de produits alimentaires. En revanche, l'efficacité et la durabilité fiscale des programmes de subventions à grande échelle sont des questions cruciales. Les instruments D1 quant à eux consistent à soutenir

l'emploi dans les zones rurales par le biais de la décentralisation et de programmes en vue de soutenir les petites et moyennes entreprises rurales (PME). Les instruments D2 sont des programmes de protection sociale (transferts d'aliments et de fonds aux ménages pauvres et vulnérables, programmes de cantines scolaires et d'aide à la nutrition, filets de sécurité productive, programmes d'emploi garanti, de vivres contre travail et de vivres contre formation). Les programmes de protection sociale ont pour objectif de fournir un accès aux vivres pour les populations pauvres par le biais de transferts de fonds ou de distribution directe d'aliments. L'approvisionnement local en aliments offre des opportunités commerciales pour les petits exploitants.

Il est possible de gérer et de faire face à la volatilité en associant des actions gouvernementales, de la société civile et des missions internationales. Les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle déterminant en assurant la gestion des programmes de protection sociale (par exemple, les salaires minimum et les droits à l'alimentation) (Instruments E1). Les organisations de producteurs peuvent offrir des fonds tournants, des assurances groupées et l'achat local de programmes sociaux. La société civile peut également gérer les programmes de protection sociale assurant le lien entre les programmes de vivres-contre-travail et les programmes de développement des communautés afin d'accroître la flexibilité de la production alimentaire locale (comme l'irrigation à petite échelle, la conservation des sols et de l'eau) (Instruments E2).

La manière de gérer les hausses des prix dépend des facteurs de l'économie politique. Il existe des conceptions fortement controversées quant à la manière de résoudre au mieux la

Tableau 1 : Options visant à stabiliser les prix, gérer et faire face à la volatilité

Politiques et programmes	Stabiliser les prix	Gérer la volatilité des prix (interventions ex-ante)	Faire face à la volatilité des prix (ex-post)
Interventions commerciales et du secteur privés	A. Amélioration du fonctionnement des marchés • Systèmes d'information • Infrastructures de transport et de communication • Augmentation de la concurrence dans les marchés et les échanges nationaux • Stockage par le secteur privé – par un meilleur financement • Niveaux de qualité et normes	B1. Produits financiers • Assurances sur les cultures et le bétail (indexées) • Associations de crédit et d'épargne • Investissement dans l'agriculture • Augmentation de la protection nationale d'aliments • Diversification et flexibilité des systèmes nationaux d'alimentation • Culture de variétés nationales • Systèmes de stockage	B2. Programme de prêt d'urgence • prêts pour les importateurs • Prêts pour les producteurs et les consommateurs
Interventions publiques	C. Intervention sur les marchés • Stocks régulateurs • Catégories de prix • Stabilisation des prix	D1. Augmentation de la productivité des petits exploitants • Flexibilité des systèmes agricoles • Subventions des intrants ciblées • Production pour la consommation locale • D1. Emploi à l'extérieur de la ferme • Décentralisation • Programmes consacrés aux PME rurales	D2. Protection sociale pour les ménages vulnérables • Transferts de fonds et d'aliments • Programmes de cantines scolaires • Prise en compte du cycle de vie humaine

Interventions de la société civile		E1. Protection sociale négociée • Salaire minimum, droit à l'alimentation • Services aux organisations de producteurs • Programmes de crédit tournant • Assurance groupée • Achats locaux pour la distribution d'aliments (P4P)	E2. Protection sociale gérée par la communauté • Allocations conditionnelles (faire face) avec les projets de développement gérés par les communautés (gérer)
------------------------------------	--	--	--

Source: HLPE (2011)

volatilité actuelle des prix des denrées alimentaires et ses conséquences socioéconomiques. Certains gouvernements ont répondu à des hausses récentes de prix en limitant les exportations d'aliments et en soutenant les subventions sur les aliments et les engrais pour les populations pauvres. En revanche, la Banque mondiale estime que la réponse à la volatilité des prix ne consiste pas à attaquer ou à bloquer les marchés mais plutôt à mieux les utiliser. Cependant, même si certains pensent que le fait de laisser les prix fluctuer et de faire face aux conséquences est la solution la plus efficace, les instruments financiers efficaces visant à faire face à la volatilité des prix ne sont pas totalement exploités et les programmes de protection sociale n'ont pas pu protéger tous les ménages pauvres.

Plusieurs instruments politiques différents doivent par conséquent être utilisés pour obtenir une sécurité alimentaire stable sur le long terme associant la production locale, les stocks régulateurs, la protection commerciale et sociale et les plans de contingence d'urgence dans un cadre politique cohérent.

La cohérence est également nécessaire au niveau régional.

CAADP cherche à améliorer l'harmonisation des politiques commerciale et agricole nationales et à développer des stratégies de sécurité alimentaire régionale pour franchir les barrières du commerce régional.

Enfin, les caractéristiques individuelles du pays, la nature et l'origine de la volatilité des prix domestiques ; la structure du secteur agricole et sa productivité ; les sources alimentaires ; la vulnérabilité du pays et des ménages face aux chocs des prix ; et la capacité institutionnelle à mettre en place différents instruments : ce sont des éléments importants à prendre en compte pour sélectionner les instruments.

Conclusions

- Les flambées des prix sont causées par une demande inélastique en denrées alimentaires, une demande croissante en biocarburants, les politiques commerciales, la spéculation, les cycles d'investissement agricole et les facteurs structurels

- Les prix élevés et volatiles des produits de base ont des effets prononcés sur les pauvres acheteurs nets d'aliments en particulier dans les économies sans croissance globale qui ne bénéficient pas aux producteurs déficitaires pauvres.
- La stabilisation des prix et la gestion de la volatilité requiert un mélange d'instruments politiques associant la production locale, les stocks régulateurs, la protection commerciale et sociale dans un cadre de sécurité alimentaire cohérent.

End Notes

- i Principales économies émergentes – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
- ii Spratt S (2012) – Résumé : Atelier du FAC sur la volatilité des prix des denrées alimentaires et les marchés financiers, IDS Brighton <http://www.future-agricultures.org/comment-and-reflection>
- iii CAADP (2009) Cadre de sécurité alimentaire pour l'Afrique NEPAD <http://www.caadp.net/pdf/CAADP%20FAFS%20BROCHURE%20indd.pdf>
- iv Dorward, A (2012) Les impacts des prix des denrées alimentaires à court terme. Document d'orientation 52 de Future Agriculture <http://www.future-agricultures.org/publications>
- v Baffes J (2011) « les implications à long terme de l'explosion des prix des produits de base en 2007-2008 » Development in Practice 21,4:517-525
- vi Sources : Dorward (2012) Ibid ; données tirées des prix mensuels des produits de base et des indices de la Banque mondiale (2012) ; bureau nord-américain de statistiques du travail (2012) et indice des prix à la consommation. Les prix mondiaux des céréales sont résumés en utilisant un indice des prix des céréales du Development Prospects Group de la Banque mondiale. Cela couvre une diversité considérable quant aux fluctuations des prix à plus court terme entre le maïs, le blé et le riz mais souligne bien les modèles à grande échelle qui sont communs à toutes les céréales principales.
- vii HLPE (2011) Rapport sur la volatilité des prix et la sécurité alimentaire par un groupe d'experts confirmés sur la sécurité alimentaire et la nutrition du comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome <http://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/report-1-price-volatility/en/>
- viii Atelier de FAC sur la volatilité des prix des denrées alimentaires et les marchés financiers <http://www.future-agricultures.org/component/content/article/1581-food-price-volatility/7651-workshop-programme>
- ix Dorward, A (2012) Ibid.
- x Wiggins, S., Keats, S., et Clay, E. (2010) Pays vulnérables à une flambée des prix en 2011 Londres : ODI <http://www.odi.org.uk/resources/docs/6522.pdf>
- xi Emploi de l'indice mondial de la famine IFPRI 2010 <http://www.ifpri.org/publication/2010-global-hunger-index>
- xii Sur la base du HLPE (2011) *ibid.* ; Clay, E; Keats, S et Lanser, P (2011) Intégration des flambées des prix mondiaux aux questions de gestion des risques, ODI <http://www.odi.org.uk/resources/docs/7336.pdf>
- xiii Hossain, N et Green, D (2011) La vie au gré des flambées : la manière dont la crise des prix de 2011 a un impact sur les populations pauvres Oxfam/IDS <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/rr-living-on-a-spike-food-210611-summ-en.pdf>



©FAO/Giuseppe Bizzarri

L'amélioration des infrastructures rurales qui participent à un meilleur fonctionnement des marchés des céréales

Remerciements:

Ce Point Info a été écrit par **Kate Wellard Dyer** du **Consortium de Futures Agricultures**. Les éditeurs de la série sont **Beatrice Ouma** et **Elaine Mercer**. Pour plus d'informations sur cette série de Points Infos consultez: www.future-agricultures.org

Le Consortium de Futures Agricultures a pour objectif d'encourager un débat critique et un dialogue politique sur l'avenir de l'agriculture en Afrique. Le Consortium est un partenariat entre des organisations de recherche à travers l'Afrique et au R-U. Le secrétariat du Consortium des Futures Agricultures à l'université de Sussex, Brighton BN1 9RE UK T +44 (0) 1273 915670 E info@future-agricultures.org

Les lecteurs sont encouragés à citer ou reproduire les textes des points infos de Futures Agricultures dans leurs propres publications. En retour, le Consortium de Futures Agricultures demande la reconnaissance qui lui est due et une copie de la publication.

FAC apprécie le soutien du
Département du Royaume Uni pour le développement International (DfID)

